

PENDANT DES DÉCENNIES, les Arabes ont vécu dans la certitude que, quel que soit le temps qui s'écoulera, la justice finira par triompher et la Palestine par revenir à son peuple. Et si cela n'était pas vrai? Entendons si cette certitude n'avait été qu'une illusion induite par la téléologie rassurante des guerres de libération — à la colonisation succéderait nécessairement l'indépendance — en même temps que par l'exemple hautement édifiant de la résistance aux croisades. Seulement, voilà, les croisés, il en fallu du temps pour les bouter hors de cette région du monde. Quant au déterminisme historique de la libération des peuples, rien n'est moins établi. On le découvre aujourd'hui sur les territoires de l'ancienne Union soviétique, les peuples disparus sont légion. Du coup, on se rappelle que l'histoire de l'humanité est pleine d'exemples similaires, des nations amérindiennes aux ethnies africaines.

Le renversement de perspective n'est pas un jeu de l'esprit. C'est la seule manière d'apprécier à son historique valeur l'évolution actuelle en Palestine. Si résolu qu'ait été le nationalisme palestinien, si volontaire qu'ait été ce petit groupe d'agitateurs qui décidèrent un jour de se lancer dans l'aventure d'une lutte indépendante de celle des États arabes, rien n'a jamais garanti qu'ils trouveraient le moindre début de succès. Et certainement pas le soutien des États arabes. Encore moins le rapport de forces mondial. Pis, ces rapports de forces n'ont fait que se détériorer au fil du temps et singulièrement depuis l'avènement d'un monde unipolaire et la destruction, dans la guerre du Golfe, de tout espoir d'équilibre stratégique avec Israël.

C'est dire combien considérable est le retournement auquel on assiste maintenant. Désormais, les Palestiniens savent qu'ils ont survécu à l'impossible destin qui leur était assigné. Et c'est peut-être cela le sens de la fête qu'aura été la journée du 20 janvier: elle donnait à sentir à ces rescapés de l'histoire qu'ils revenaient de loin. Et qu'ils l'avaient échappé belle.

IL Y A SEPT ANS, QUAND ON DISCUTAIT dans les cercles dirigeants palestiniens, de l'opportunité de reconnaître *a posteriori* le plan de partage de l'ONU — ce qui devait être annoncée au cours de la session du Conseil national palestinien de novembre 1988 —, les proches d'Abou Mazen avaient coutume de répondre aux plus réfractaires qu'il n'y avait là aucune concession palestinienne. Le raisonnement était le suivant: quand on ne possède rien, on n'a rien à lâcher; et comme la terre palestinienne n'est pas concrètement entre les mains des Palestiniens, ces derniers n'ont rien à perdre

mais certainement quelque chose à gagner, si petit soit-il. À l'inverse, les Israéliens, soutenaient-ils, perdront nécessairement quelque chose parce qu'ils ont tout.

Ce calcul pragmatique, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza l'ont fait leur dans leur écrasante majorité. Eux savent bien à quoi ils ont échappé. Évidemment, ils ont échappé à l'occupation, qui s'est maintenant écartée des villes, mais aussi à un sort encore plus

funeste qui leur était ouvertement destiné par plus d'un tribun israélien, il y a quelques années seulement: le «transfert», comprendre l'exode forcé vers la Jordanie. Eux savent donc que ce n'est pas le moment de boudier leur plaisir. Eux savent combien il serait

Les rescapés de l'Histoire

*Telle est la grande leçon à retenir:
l'extrémisme n'est plus payant
quand la modération est si efficace*

erroné de faire défection lorsque l'occasion tant attendue est enfin offerte.

Voilà ce que n'ont pas compris les tenants du boycott. Voilà ce dont ils vont maintenant payer le prix en termes de crédibilité, le Hamas en tête, et c'est tant mieux. Parce que, du coup, on va peut-être en finir de ce terrorisme intellectuel que les intégristes exercent depuis quelques temps sur l'intelligentsia arabe, en faisant croire qu'ils représentent la principale force politique en Palestine et la seule force désireuse de résister à Israël. Telle est sans doute la grande leçon qu'il faut retenir de tout cela: l'extrémisme n'est plus payant quand la modération est si efficace.

MAIS IL EST UNE AUTRE LEÇON qui, au-delà du cas palestinien, devrait inciter tout un chacun, et pas seulement par rapport à Israël, à reconsidérer cette rhétorique de la dignité qui freine tant les nécessaires adaptations des sociétés arabes — ce qui vaut aussi pour le Liban. C'est la leçon que vient de donner Yasser Arafat en montrant que la politique n'est pas et ne peut plus être une question de perte de face. Perdre la face est arrivé à Arafat plus souvent qu'à un autre, et probablement plus qu'il ne le mérite, surtout tout au long de ce processus si lent qui a conduit de la signature de l'accord d'Oslo à la tenue des élections. Mais perdre la face, il vient de le prouver, ne signifie en rien perdre la confiance de son peuple. Peut-être parce que le peuple palestinien, dans la maturité qu'il a acquise, a saisi mieux que d'autres que la vraie grandeur ne se confond pas avec le discours de la grandeur.